

Le Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford un siècle d'héritage

Le Bercaïl

Revue de généalogie et d'histoire
volume 24, numéro 2, automne 2015



Pascal Binet
historien

La Société d'histoire et de généalogie de la région de Thetford Mines

Organisme sans but lucratif, la Société favorise l'entraide des membres, la recherche en généalogie et la diffusion de l'histoire de notre région.

Elle permet également d'acquérir des connaissances généalogiques par la publication de ses répertoires.

Siège social : Cégep de Thetford
671, boul. Frontenac Ouest,
Thetford Mines, Québec
G6G 1N1
Tél. : (418) 338-8591, poste 231
Télécopieur : (418) 338-3498
Courriel : sghrtm@cegepth.qc.ca

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2015-2016

PRÉSIDENT : PASCAL BINET- VICE-PRÉSIDENT : FRANÇOIS GAMACHE -
SECRÉTAIRE : CÉLINE ROY - TRÉSORIER : STÉPHANE HAMANN

DIRECTEURS : CAMILLE GRÉGOIRE, STÉPHAN GARNEAU,
ANGÈLE CHAMBERLAND, FRANÇOIS PELLERIN

RESPONSABLE DU COMITÉ DES USAGERS : PATRICK HOUDE

TOUS DROITS RESERVES

Aucune partie de cette publication ne peut être
reproduite sans la permission expresse de l'auteur

rédaction et conception : Pascal Binet
impression : Imprimerie Commerciale de Thetford

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015
Bibliothèque et Archives Canada, 2015
ISBN : 978-2-920925-26-7



Centre de santé et de services sociaux
de la région de Thetford





PRÉFACE DE L'AUTEUR

C'est avec plaisir que j'ai accepté l'invitation de la Direction générale du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford à documenter et à écrire bien humblement l'histoire de cette grande organisation qui occupe une place si importante dans le quotidien des citoyennes et des citoyens de la MRC des Appalaches.

Ce qui n'était au point de départ que quelques pages résumant l'historique des principaux bâtiments, s'est rapidement transformé en un plus grand ouvrage avec une mise en contexte historique plus large et une vue sur l'ensemble des installations qui ont été sous la gouverne du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford.

Le présent résultat est le fruit de plusieurs heures à dépouiller journaux et archives, à dénicher quelques vieilles photographies et à lire plusieurs documents. Au nombre des personnes qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage, je tiens à remercier chaleureusement le conseil d'administration, messieurs Martin Lord, André Fugère, André Rodrigue et Patrick Houde et mesdames Luce Paquet, Josianne Houde, Caroline Poulin, Carolle Langlois et Marie-Claude Bouchard.

Cette aventure m'a permis de découvrir tout un monde et une institution avec une âme animée de plusieurs milliers de personnes qui se dévouent et se sont dévouées pendant des années à la cause de la santé et des services sociaux.

Ce document retrace donc sans prétention l'origine et l'évolution des différentes installations. Malheureusement, il ne rend pas justice à toutes ces personnes, ces hommes et ces femmes, qui œuvrent ou qui ont œuvré de près ou de loin au mieux-être de toute une communauté. Encore merci de votre engagement et de votre dévouement.

En terminant, j'aimerais souligner la contribution de la Ville de Thetford Mines, du ministère de la Culture et des Communications, du Centre d'archives de la région de Thetford et de la Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines sans quoi la réalisation de ce document n'aurait pu être possible.

Pascal Binet, historien

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



JACQUES LAROUCHE
PRÉSIDENT
2013-2015



MARTIN LORD
DIRECTEUR GÉNÉRAL
2012-2015

Le 10^e anniversaire du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la région de Thetford représente un moment tout indiqué pour porter un regard sur les nombreuses réalisations qui ont permis à l'organisation de devenir ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous profitons également de cette occasion pour se remémorer l'apport de philanthropes passionnés qui ont contribué à l'évolution de notre CSSS ces dernières années et ont laissé une empreinte qui en personnalisera son avenir pour plusieurs années encore. Grâce à eux, le CSSS de la région de Thetford poursuit, depuis 10 ans, sa mission de contribuer au maintien et à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population de la MRC des Appalaches par la prestation de services accessibles, intégrés, de qualité, sécuritaires et pertinents.

Par le déploiement d'un réseau local de services qui interpelle les partenaires du milieu en faisant appel à la tradition de collaboration qui anime le CSSS depuis sa création, le CSSS entretient une relation de proximité avec la population qui a toujours été au cœur de sa vocation.

Nous espérons qu'à la lecture de cette édition spéciale du 10^e anniversaire, ces exemples de générosité et d'implication sauront inspirer d'autres personnes à poursuivre le développement des soins et des services dans la région.

Nous tenons d'ailleurs à remercier tous les ambassadeurs, le personnel, les médecins, les bénévoles ainsi que les partenaires de notre organisation qui ont soutenu la croissance du CSSS de la région de Thetford depuis sa création. Vous avez toute notre gratitude.

LE CONTEXTE DE LA SANTÉ AU QUÉBEC AU XIX^e SIÈCLE

Le dix-neuvième siècle s'ouvre sur une loi qui renforce les mesures existantes pour prévenir l'introduction en sol canadien de maladies dites contagieuses. Les navires venant de l'étranger sont inspectés et la quarantaine est imposée pour ceux chez qui une maladie à caractère épidémique est détectée. Ce dispositif est renforcé en 1832 par l'érection d'un hôpital de

quarantaine à Grosse-Île, en aval de Québec, en raison de l'épidémie de choléra qui fait rage à ce moment. On espère ainsi sécuriser la principale porte d'entrée en territoire colonial.

Au milieu du dix-neuvième siècle, avec l'instauration du régime municipal québécois, les municipalités deviennent responsables du bien-être des populations locales et sont autorisées à adopter des règlements d'hygiène. Ce pouvoir délégué aux municipalités ne sera exercé qu'avec peu de détermination. Jusqu'à la décennie 1880, les interventions des autorités gouvernementales en matière de santé publique se limitent généralement à l'imposition de mesures de quarantaine et de vaccination quand cela est possible.

Des mesures d'urgence sont donc adoptées de façon ponctuelle et temporaire pour répondre à l'éclosion périodique de grandes épidémies tels le choléra, le typhus ou la variole. À l'époque où les croix blanches des enfants morts en bas âge, souvent à peine ondoyés, s'alignent dans les cimetières, les remèdes de

grands-mères se soldent malheureusement par de nombreux échecs face aux maladies qui frappent les familles d'antan.

En 1885 survient la plus grave épidémie de variole de l'histoire du Québec, provoquant même une émeute à Montréal. Les autorités ont alors ordonné la vaccination obligatoire et la population y était très réfractaire, la jugeant inutile et dangereuse. Près de 20 000 personnes en seront atteintes, 13 000 demeureront défigurées pour la vie, 5 864 en mourront, dont plus de 3 100 à Montréal. Un pareil désastre obligea le gouvernement du Québec à intervenir. C'est donc en réponse à des situations de crise sociale, comme cela est fréquent dans l'histoire de la santé au Québec, qu'est promulguée la première loi sur la santé publique.

En 1886 est créée la Commission provinciale d'hygiène, qui devient en 1888, le Conseil d'hygiène de la province de Québec, l'ancêtre du ministère de la Santé et des Services sociaux. Lentement, avec l'aide des services municipaux de santé, on commence à recueillir et à analyser les statistiques vitales, à ordonner les perquisitions sanitaires et les enquêtes sur les causes des maladies, à définir des règlements pour prévenir les maladies contagieuses, à faire des recommandations sur les mesures de santé publique et à distribuer, en temps d'épidémie, des informations sur l'hygiène et sur les façons de prévenir les maladies contagieuses et infectieuses.

Première structure provinciale permanente de santé publique, le Conseil d'hygiène a le mandat de répondre aux besoins d'organisation sanitaire de la province, d'encourager la formation de bureaux sanitaires municipaux, de surveiller l'application des lois d'hygiène, de favoriser la prévention des maladies infectieuses et d'assurer la distribution des vaccins et des sérums. Le Conseil se dote alors d'un service d'inspection générale, d'un service des maladies contagieuses, d'un service de génie sanitaire, d'un service de statistiques et d'un laboratoire de chimie et de bactériologie.



Inspection d'un médecin à bord d'un navire, Musée McCord



Affiche du Service provincial d'hygiène, bilan.usherbrooke.ca

La Loi d'hygiène publique de 1888 oblige les familles et les médecins, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt piastres, à déclarer aux autorités municipales tous les cas de maladie infectieuse. Le Conseil d'hygiène a aussi le mandat de recueillir les déclarations de décès pour l'ensemble de la province de Québec. Ce sont les ministres du culte qui agissent à titre de préposés à l'enregistrement des actes de l'état civil et doivent faire parvenir mensuellement au Conseil les certificats sur lesquels est inscrite la cause du décès.

En principe, c'est aux médecins que revient la responsabilité d'attester la cause du décès, laquelle doit être notifiée sur le certificat. Toutefois, en l'absence du médecin, le ministre du culte ou deux personnes dignes de foi sont autorisés à produire, au meilleur de leur connaissance, la cause du décès. À partir de 1909, les coroners et les juges de paix sont aussi mandatés, en l'absence du médecin, pour établir les certificats de décès.

Ainsi, en présence d'une maladie contagieuse, le bureau d'hygiène municipal doit procéder à la déclaration des cas, à l'affichage du logis infecté, à l'isolement du malade infecté et à la désinfection des linges du malade, de sa chambre et de son logis.

À partir de 1888, les autorités municipales sont tenues de convoquer une assemblée spéciale du conseil afin de former un bureau d'hygiène municipal composé d'au moins trois membres. En l'absence d'officier exécutif pour ce bureau, le secrétaire-trésorier de la municipalité devient automatiquement l'officier sanitaire exécutif. De même, en l'absence de candidats pour ce bureau, ce sont des membres du conseil municipal qui y sont désignés. C'est à cet officier que revient la tâche d'établir un lien de communication efficace entre le Conseil d'hygiène de la province et le bureau sanitaire municipal.

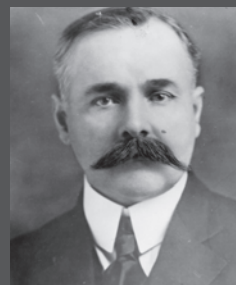
Le Conseil a aussi le pouvoir d'ordonner la formation de bureaux d'hygiène et de les soumettre à sa réglementation. En 1895, plus de 800 localités ont leur service local d'hygiène. Certains sont plus dynamiques que d'autres, mais l'intérêt pour la santé publique est là.

L'efficacité d'un tel réseau nécessite cependant la coopération de chaque individu impliqué dans le processus. Mais l'absence de collaboration de certaines municipalités au projet sanitaire (plusieurs élus répugnent les dépenses élevées que nécessitent les travaux d'assainissement et d'évacuation des eaux usées), l'appui timide de nombreux médecins (bon nombre d'entre eux restent attachés aux principes d'une médecine libérale où les rapports entre patient et médecin excluent tout autre acteur) et la formation inadéquate des responsables municipaux en cette matière rendent inopérantes certaines dispositions de la Loi d'hygiène publique.

Sans noircir exagérément le tableau des conditions sanitaires, on peut dire qu'elles sont généralement médiocres : la qualité de l'eau potable et du lait est parfois mauvaise, l'ébouage n'est pas encore une mesure uniforme et répandue, les rares systèmes d'adduction d'eau sont souvent mal entretenus et les systèmes d'égout et d'écoulement des eaux demeurent une technique sanitaire marginale. Enfin, le taux de mortalité infantile est généralement élevé et les petites épidémies sont fréquentes.

Le docteur Lacerte, un précurseur en matière de santé publique

Eugène Lacerte naît à Lévis en 1875. Après avoir complété ses études en médecine à l'Université Laval, il s'installe à Thetford Mines en 1903. Avec ses confrères, les docteurs Beaudet, Marcoux et Delage, il fait partie de l'équipe de médecins fondateurs du premier hôpital.



Élu maire en 1911 à Thetford Mines, il complète de grands travaux qui permettent l'amélioration des conditions d'hygiène des citoyens en assainissant et en embellissant la ville. Il termine les travaux d'aqueduc, fait nettoyer, niveler, agrandir et paver les rues et fait munir les rues principales de trottoirs de béton. Après son mandat à la mairie, Lacerte est nommé médecin municipal par le conseil de ville. Il continue ainsi d'œuvrer à l'amélioration des conditions sanitaires, craignant des épidémies de diphtérie ou de fièvre typhoïde. Il est nommé Gouverneur du Collège des médecins de 1918 à 1928 et président de la Commission scolaire de 1933 à 1942. Connu pour son grand dévouement, il décède en octobre 1964 après avoir passé toute sa carrière à œuvrer auprès des malades de l'Hôpital Saint-Joseph, soit pendant plus de 50 ans.

Source : Centre d'archives de la région de Thetford, P18, Collection Galerie de nos ancêtres de l'or blanc, 1879-1987



La rue Notre-Dame, à Thetford Mines, avec ses trottoirs de bois et ses rues boueuses, source d'insalubrité à l'époque, Centre d'archives de la région de Thetford

Extrait d'un rapport déposé au conseil municipal et publié dans le journal local Le Canadien

« Conformément aux devoirs de la charge que vous avez bien voulu m'honorer, je me suis enquis des plaintes que l'on m'a soumises et j'ai travaillé à y remédier. [...] »

Il faut absolument trouver un moyen d'empêcher l'eau de stagner comme elle le fait dans ce temps de sécheresse dans la rivière Thetford (Bécancour). [...]

Comme vous le savez tous, il y a quelques cas de fièvre typhoïde en ville, l'hygiéniste que j'ai demandé de venir de Québec et moi-même avons constaté qu'il est du devoir de la ville de faire disparaître les fosses d'aisance qui ont toujours droit de cité, malgré nos règlements municipaux. Les tas de fumier à l'air libre ne devraient pas être tolérés mais être maintenus dans des boîtes closes. Les écuries mal tenues et ouvertes et personne ne viendra soutenir que des porcheries favorisent la santé. [...]

L'inspection des boucheries, restaurants devrait se faire souvent. Les fruits et légumes à l'étalage devraient être toujours recouverts de moustiquaires. On devrait clore les abords de la rivière Thetford, pour empêcher les vaches de s'y abreuver. [...]

La ville a fait beaucoup pour l'amélioration de son état sanitaire des cours et des rues. Aux citoyens maintenant de montrer de l'initiative et de ne pas attendre au printemps prochain pour tenir leurs cours propres. Il manque un endroit où jeter les vidanges et brûler celles qui doivent l'être. Il est du ressort de la ville d'établir l'inspection des écoles. C'est un des meilleurs moyens d'enrayer les maladies comme la rougeole et la scarlatine... »

Eugène Lacerte, médecin municipal, Thetford Mines 4 août 1915



L'adoption et l'application des règlements sanitaires reposent donc, jusqu'en 1911, sur deux niveaux distincts : une instance provinciale directrice (le Conseil d'hygiène) et une instance municipale exécutrice (le bureau d'hygiène local ou le conseil municipal). Les bureaux locaux d'hygiène servent de relais entre le médecin ou le citoyen et les autorités sanitaires provinciales.

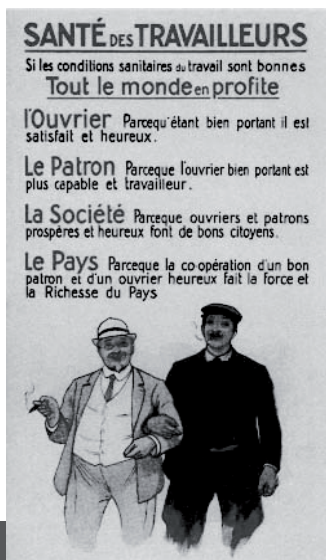
De nombreuses tâches d'hygiène publique sont confiées à ces bureaux locaux : limiter l'extension des maladies contagieuses; supprimer les nuisances sanitaires; contrôler le drainage des maisons, la construction et l'entretien des fosses d'aisance; surveiller l'élevage d'animaux ainsi que la construction et l'entretien des abattoirs dans les municipalités; contrôler les dépôts d'ordures ou de matières nuisibles; inspecter les viandes et le lait; éviter la contamination des cours d'eau; veiller à la qualité de l'eau potable et de la glace; enfin, de façon plus générale, s'efforcer de promouvoir la propreté.

Outre l'installation d'équipements relevant de l'ingénierie sanitaire, certaines activités préventives impliquent, en priorité, la mise en œuvre de campagnes de propagande sanitaire et l'imposition de mesures visant à standardiser la déclaration de tous les cas de maladies infectieuses. Jusqu'à la fondation des unités sanitaires de comté, les membres du Conseil d'hygiène ne possèdent que des moyens limités pour appliquer leur réforme sanitaire. Privilégiant la voie de la réglementation, ils obtiendront plusieurs amendements à la Loi d'hygiène publique durant les décennies 1900, 1910 et 1920, lesquels auront pour effet de renforcer leur pouvoir d'intervention et de sanction concernant la déclaration des maladies infectieuses et la promotion de meilleures conditions sanitaires.

Au début des années 1920, constatant que la province ne peut suppléer au manque d'organisation compétente dans les régions rurales, le Conseil d'hygiène de la province de Québec, remplacé en 1922 par le Service provincial d'hygiène, en vient à la conclusion qu'il faut remplacer les bureaux de santé municipaux dans les petites localités par une organisation sanitaire de comté regroupant plusieurs municipalités et dirigée par un personnel spécialisé. En février 1926, la création de ce nouveau palier d'intervention signifie, à toutes fins utiles, un transfert de responsabilité du niveau municipal au niveau régional en matière de santé publique. Les tâches d'éducation, de dépistage et de prévention sont ainsi assumées et supervisées par les officiers des unités sanitaires. Les fonctions de surveillance et de contrôle y sont aussi manifestes. Issues d'une volonté d'accroître la régionalisation des instances exécutrices au détriment des municipalités, d'assurer l'uniformisation des mesures sanitaires et la spécialisation du personnel, elles modifient largement l'approche structurelle de la santé publique en y ajoutant notamment une dimension sociale jusqu'alors peu présente dans les enjeux médicaux.

Les unités sanitaires servent prioritairement à faire de la propagande en matière d'hygiène et visent notamment l'amélioration des conditions de santé des enfants du Québec, dont le taux de mortalité est anormalement élevé. Pour y arriver, le gouvernement souhaite d'abord rejoindre les mères, principales intervenantes en matière d'hygiène auprès des jeunes enfants.

Des conférences « maternelles » traitant d'hygiène, de prévention et de préparation à l'accouchement sont offertes. Par la suite, le programme s'étend aux enfants d'âge scolaire par la vaccination, le dépistage et le contrôle des maladies contagieuses. Ainsi se met en place un vaste mouvement d'éducation sur l'ensemble du territoire québécois.



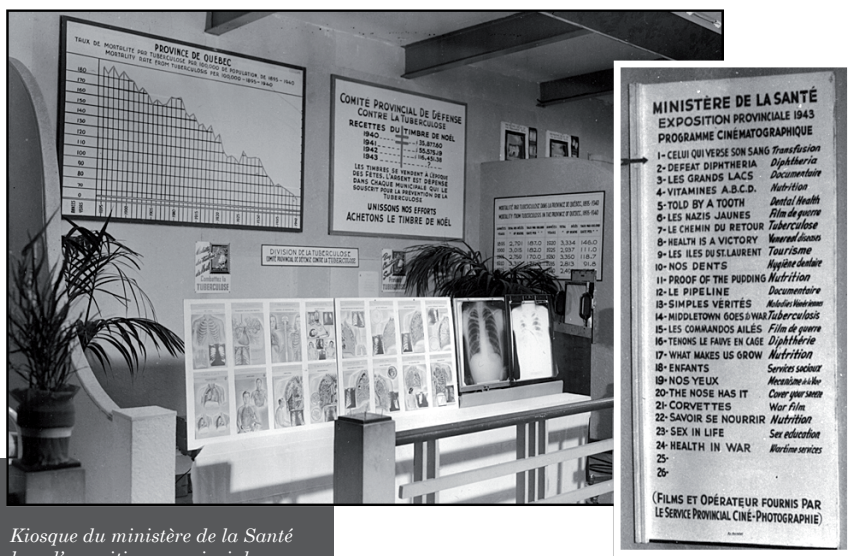
Affiche du Service provincial d'hygiène, bilan.usherbrooke.ca

Les officiers municipaux sont désormais fortement encadrés par l'inspecteur sanitaire qui effectue les pressions nécessaires afin que soient respectées, dans les limites des possibilités financières des municipalités, les dispositions de la Loi d'hygiène publique concernant l'ingénierie sanitaire (adduction d'eau, égouts, ébouage, etc.). Cette nouvelle structure de santé publique basée sur un contrôle régional et dotée d'un personnel spécialisé à temps plein pose les premiers jalons d'une politique de prévention et d'éducation systématique couvrant l'ensemble du territoire québécois et contribue à rendre plus efficaces les procédures de déclaration et d'éradication des maladies infectieuses. L'ensemble des mesures prises et des activités réalisées depuis 1886 a contribué à améliorer le sort des Québécois en matière de santé ainsi qu'à réduire le taux de morbidité et, surtout, de mortalité infantile.

La création d'un département de la Santé par le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis en 1936 permettra de poser une pierre de plus dans la prise en charge d'un système de santé publique. Le gouvernement fédéral avait également créé le sien en 1919. Sous la gouverne de Duplessis, les dépenses de l'État québécois aux fins d'hygiène publique s'accroissent et les services se diversifient.

À cette époque, l'État finance des programmes tout en confiant la gestion locale à des acteurs privés. Il subventionne divers établissements d'assistance, dont des hôpitaux. La Loi sur l'assistance publique de 1921, adoptée à la suite de l'affluence de patients incapables de payer leur hospitalisation, permet à l'État de financer, selon un barème précis et une grille tarifaire, les journées d'hébergement. Une part importante des coûts d'hospitalisation de certains citoyens se trouvent ainsi assurée par l'État. Pour d'autres, les frais d'hospitalisation sont remboursés par l'assurance privée.

Les réformes de la Révolution tranquille, en renforçant la centralisation de la prise de décisions, ne feront qu'achever un processus entamé depuis 1886 avec l'établissement de programmes permanents et universels. Dans la deuxième partie du vingtième siècle, la table est mise pour une réforme d'envergure. Arrivé au pouvoir en 1960, le gouvernement libéral de Jean Lesage adhère au programme d'assurance hospitalisation proposé par le gouvernement fédéral en 1957, et qu'avait refusé l'Union nationale. L'hospitalisation n'est désormais plus une marchandise; tous les Québécois, quels que soient leurs revenus, y ont accès. L'État paie.



Kiosque du ministère de la Santé lors d'expositions provinciales : un moyen d'éduquer la population, Bibliothèque et archives nationales du Québec (BANQ)

Les hôpitaux privés, bien souvent sous le contrôle du clergé, ne disparaissent pas avec l'assurance-hospitalisation de 1961, mais sont étroitement surveillés par l'État qui paie pour les soins donnés aux patients. Les fonctionnaires et les propriétaires d'hôpitaux s'affrontent sur différents sujets : tarifs et salaires, qualification des employés, sécurité, pourcentage de lits réservés aux patients de l'assurance-hospitalisation, reddition des comptes, etc. Finalement, il y aura prise de contrôle graduelle des hôpitaux par l'État à la suite d'une vague de cession de ces établissements au début des années 1970, coïncidant avec un important réaménagement. Le but est d'améliorer l'accès aux soins et aux services offerts par l'État à la population. La mise en vigueur d'un régime d'assurance maladie universel, avec la création de la Régie de l'assurance maladie (1969), la Loi sur l'aide sociale (1969), la Loi sur l'assurance maladie (1970) et la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971) donnent naissance à notre système de santé moderne, public et universel. Depuis, plusieurs réformes sont venues modifier la structure administrative du réseau de la santé et des services sociaux.

Robert Bourassa, Premier Ministre en 1970, Robert Després, premier PDG de la RAMQ, et Claude Castonguay, ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-être social, Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ)



LES DÉBUTS DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ DANS LA RÉGION



Affiches du Service provincial d'hygiène, bilan.usherbrooke



Dans le premier quart du siècle dernier, Thetford Mines se dote d'un bureau d'hygiène local et embauche un médecin municipal. Ce dernier fait le lien avec les autorités sanitaires de la province. La ville n'échappe pas aux épidémies cycliques telles la diphtérie ou les fièvres typhoïdes. La plus terrible est la très funeste grippe espagnole apparue en 1918. Ces dernières, conjuguées aux nombreux blessés des accidents survenus dans les mines d'amiante et aux maladies pulmonaires qui ont augmenté en raison des conditions d'exposition aux poussières industrielles poussent les autorités locales à fonder des organisations dans le but d'améliorer la santé publique. Parallèlement, le Service provincial d'hygiène lance un programme de lutte contre la mortalité infantile et la tuberculose. Il vise à ouvrir des cliniques dans les centres urbains en s'appuyant sur des associations philanthropiques locales et à éduquer la population. C'est ainsi qu'on assiste, en mai 1921, à la fondation de l'École maternelle qui intègre la Ligue Antituberculeuse et de Puériculture du comté de Mégantic, créée en avril 1923.

La Ligue est financée par le gouvernement provincial, le conseil de ville, la Metropolitan Life, certaines compagnies minières et des dons des citoyens. Le quartier général, situé au sous-sol de l'hôtel de ville de Thetford, possède des salles vastes et bien aménagées. Bien que la Ligue connaît des débuts difficiles, car certains médecins s'opposent à cette innovation qui empiète



sur leur domaine et les mères se montrent réticentes face aux visites et aux conseils des infirmières, elle remplit un rôle considérable quant aux soins aux malades et à la prévention de certaines maladies. La tâche du personnel est immense. Deux fois par semaine, le médecin organise une clinique de radiographie pour le dépistage de la tuberculose. Des visites ont lieu régulièrement dans les écoles pour examiner la vue, les dents, la gorge des enfants et voir à la propreté des installations. La Ligue a de plus la tâche ingrate de faire la mise en quarantaine des familles chez qui des cas de diphtérie ou de scarlatine ont été dépistés.

L'École maternelle a pour mission de surveiller les femmes enceintes, de leur conseiller une saine alimentation et de voir ensuite à celle du nourrisson, de s'assurer d'une bonne hygiène et de faire venir le médecin quand cela est nécessaire. Ces mesures préventives jointes à l'immunisation des maladies contagieuses ont assuré la survie de nombreux enfants. L'École est tenue par deux garde-malades qui visitent les futures mères et les mères qui ne peuvent se rendre à l'école. On estime qu'une cinquantaine de vies en moyenne étaient sauvées annuellement grâce à l'École maternelle.

Par la suite, le gouvernement annonce l'ouverture de bureaux d'Unité Sanitaire dans toute la province afin de veiller à l'organisation et à la prévention des mesures d'hygiène et de santé. Thetford Mines eut droit au sien pour desservir tout le comté. Ces unités sont en quelque sorte les ancêtres des centres locaux de services communautaires (CLSC) que l'on connaît aujourd'hui. Après les grandes réformes du début des années soixante-dix, les unités sanitaires seront éliminées et remplacées par ces nouvelles structures d'hygiène publique. C'est ainsi que le CLSC Frontenac est formé en 1980. Aujourd'hui, quatre CLSC couvrent l'ensemble du territoire de la MRC des Appalaches.

Le docteur Sirois : un pionnier dévoué pour les soins aux tuberculeux



Né à Saint-Ferdinand d'Halifax, Alexandre Sirois fait ses études classiques à Québec et reçoit son doctorat en médecine en 1918 à l'Université Laval. Il s'établit à Thetford Mines après avoir fait une année de résidence à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Après des études à New York, il préside à l'ouverture de l'École maternelle et devient médecin de la Ligue et du dispensaire antituberculeux, assisté des gardes Graziella Dandurand et Marie-Paule Bélanger. En 1940, après un cours de perfectionnement à l'Hôpital Laval, il est nommé clinicien en tuberculose pour le ministère de la Santé. Il est un des éminents spécialistes dans ce domaine de même que pour la silicose et l'amiantose.

En 1948, il est nommé directeur médical de l'Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines, poste qu'il assumera jusqu'en 1951. Il soignera par la suite des tuberculeux qui seront transférés au nouveau Sanatorium Bégin de Sainte-Germaine de Dorchester.

Source : Archives historiques du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford (CSSST), Cahier de l'hôpital, 1915-1965, juin 1991

UN ANCIEN HÔTEL TRANSFORMÉ EN HÔPITAL



Les Sœurs de la Charité de Québec mettent en place les premières structures en prenant en charge l'éducation et les services hospitaliers et de soins de santé dans la région. L'aventure débute officiellement en octobre 1899 avec l'ouverture du Couvent Saint-Alphonse et du premier hôpital dans l'ancienne paroisse Saint-Maurice.

Au cours des années 1900, le besoin d'un hôpital se fait de plus en plus sentir en raison de la croissance de l'activité minière qui est la source de nombreux accidents. Souhaité depuis plusieurs années par les paroisses Saint-Alphonse et Saint-Maurice, le premier hôpital est fondé le 4 juillet 1910.

C'est l'abbé Théophile Houle, curé de la paroisse de Saint-Maurice, qui entreprend des démarches pour acheter le Queen's Hotel, un commerce qui éprouve alors des difficultés financières seulement deux ans après son

ouverture. Le propriétaire accepte de céder le bâtiment à des conditions avantageuses. Des travaux d'aménagement sont rapidement entrepris pour transformer le bâtiment en hôpital. Ainsi, menuisiers, plombiers, peintres et tapissiers se mettent à l'œuvre sous les ordres d'Antoine Grégoire. Le 10 juillet 1910, cinq jours après la bénédiction du nouvel hôpital, la première équipe médicale est en place. Les Sœurs de la Charité, qui dirigent déjà le couvent, acceptent de se dévouer à l'œuvre de l'hôpital. Elles deviennent propriétaires de l'immeuble grâce à un prêt de 6 000 \$, consenti au mois de septembre par la paroisse Saint-Maurice.



Le curé Théophile Houle,
Centre d'archives de la région
de Thetford

Le premier blessé admis est le jeune Nazaire Breton, fils de Joseph, âgé de 14 ans et 6 mois qui a eu les jambes broyées sous une locomotive. Il décède quelques heures après son arrivée le 23 juillet 1910. L'hôpital nommé Saint-Joseph contient 23 lits. À sa première année de fonctionnement, il accueille 137 patients et enregistre 2 380 jours d'hospitalisation, 26 opérations et 10 décès. Les tous premiers employés sont dirigés par Sœur Sainte-Julienne. La plupart des victimes d'accidents survenus dans les mines d'amiante de Thetford Mines, Black Lake et East Broughton y sont traités. En avril 1920, en raison des besoins grandissants, deux autres étages sont ajoutés au bâtiment. L'hôpital est incorporé et reconnu d'assistance publique en 1929. Au cours de son histoire, l'hôpital a reçu 6 626 patients. Après sa fermeture en 1930, le bâtiment est loué à la commission scolaire. En 1944, il devient un lieu de retraite où des dames âgées y coulent des jours paisibles jusqu'à sa démolition en 1958, en raison de l'expansion minière et de la fermeture d'une partie de la paroisse.

Le Canadien, jeudi 13 octobre 1927

« Toute une sensation est arrivée à notre hôpital vers 11 heures 30 de l'avant-midi, au moment où on mine le roc dans les puits.

Une grosse pierre est venue enfoncer portes, châssis, fracassant tout sur son passage, vaisselle, chaises et venant, en plus, bien près de faire deux victimes en les personnes de deux dévouées religieuses.

Nous admettons que si notre hôpital est situé au centre des mines, elle n'est toujours pas, dans une place pour donner de la tranquillité aux nombreux blessés et malades en encore moins leur procurer la sécurité. Ces personnes qui subissent de douloureux accidents ont bien assez de ce malheur sans avoir à en affronter un second tout aussi dangereux.

Le public de Thetford comprendra qu'il est temps plus que jamais que l'hôpital change de place [...] »

Extrait d'un article de journal démontrant l'urgence de choisir un nouvel emplacement pour l'Hôpital Saint-Joseph



Les premiers docteurs de Thetford : Cyrille Delage,
Eugène Lacerte, Eugène Beaudet et Arthur Marcoux,
Centre d'archives de la région de Thetford

UN HÔPITAL TEMPORAIRE OUVERT PENDANT LA GRIPPE ESPAGNOLE

En 1918, lorsque les soldats reviennent de la guerre, certains rapportent avec eux une maladie qui attaque sournoisement la population : la grippe espagnole. Après quelques cas isolés, ce sont des familles entières qui en sont atteintes. L'Hôpital Saint-Joseph ne peut pas suffire à recevoir les nombreux patients qui affluent chaque jour. Afin de contrôler l'épidémie, les écoles sont fermées et les autorités limitent les attroupements et ferment certains lieux publics. Devant l'urgence de la situation, un comité composé de notables et de décideurs locaux est formé pour ouvrir un hôpital temporaire. Le Collège La Salle, sous la direction des Frères des Écoles Chrétiennes, cesse donc de vibrer aux sons des élèves pour recevoir le cortège des malades.

Vingt-quatre heures après la formation du Comité du Salut Public, le Collège est en mesure d'accueillir de 30 à 40 malades par jour. Les citoyens fournissent spontanément l'ameublement pour l'hôpital d'urgence qui peut contenir jusqu'à une centaine de patients. Le Collège La Salle est divisé en trois départements : un pour les hommes, un pour les femmes et un pour les enfants. La salle de récréation, au sous-sol, se transforme en cafétéria pour le personnel. Pour plus de confort, un plancher de bois est construit par-dessus celui de ciment. Huit lits sont installés dans chaque classe du rez-de-chaussée et quelques-uns au premier étage. Les pupitres, quant à eux, servent de table de chevet. Les leçons de grammaire restées écrites sur le tableau noir font foi de l'urgence de la situation, comme pétrifiées dans l'horreur de la catastrophe. Voilà le décor de ce triste automne 1918.



Le Collège La Salle situé sur la rue Notre-Dame et ci-dessous, l'étage dédié aux enfants dans l'hôpital temporaire, Centre d'archives de la région de Thetford



organisée à la cafétéria du collège pour remercier tous ceux et celles qui se sont dévoués au chevet des malades. L'épidémie a été un cauchemar, mais a mis en avant-scène une grande solidarité. Les écoles, les églises et les lieux publics rouvrent leurs portes presque au même moment où se produit l'Armistice qui met fin à la Première guerre mondiale.

TEXTE PUBLICITAIRE PARU À PLUSIEURS REPRISSES
DANS LES JOURNAUX, PENDANT L'ÉPIDÉMIE

GRIPPE ESPAGNOLE

Mesures à prendre pour la prévenir et pour enrayer ses ravages

La Grippe Espagnole est une maladie contagieuse causée par un germe qui se rencontre surtout dans la salive et les sécrétions du nez, de la gorge et des bronches. Les conseils ci-dessous, s'ils sont suivis scrupuleusement, serviront à réduire à leur minimum les risques que vous courez de l'attraper.

- 1°—Ne vous alarmez par outre mesure, mais soyez prudents : Cherchez d'autres sujets de conversation que la Grippe et observez le mieux possible les règles élémentaires de l'hygiène.
- 2°—Évitez les foules, fuyez les réunions, les rassemblements, qui favorisent la contamination.
- 3°—Respirez l'air à pleins poumons, respirez par le nez et non par la bouche. Cherchez le soleil — il tue les germes — et rendez-vous à vos affaires à pied si possible.
- 4°—Tenez ouverte la fenêtre de votre chambre à coucher la nuit et celle de votre bureau le jour si possible.
- 5°—Choisissez une nourriture saine et de digestion facile et mastiquez-la convenablement.
- 6°—Lavez-vous toujours les mains avant les repas.
- 7°—Employez des gargarismes salins matin et soir. (L'Eau Purgative Riga, riche en sel est toute indiquée pour ces gargarismes), et faites aussi des vaporisations dans le nez et la gorge avec du pétroleum liquide qui contient du Camphre, du Menthol et de l'Eucalyptol.
- 8°—Tenez le tube digestif et les intestins nets et sains en prenant chaque matin un verre d'EAU PURGATIVE RIGA, qui assure sans coliques, ni nausées, ni irritations, la liberté de l'intestin et, avec elle, la santé.

L'illustre Dr. Metchnikoff a démontré que les maladies contagieuses attaquent de préférence les constipés. Ce qu'il recommande en cas d'épidémies, c'est de libérer l'intestin, de le vider fréquemment en employant un purgatif salin comme l'EAU PURGATIVE RIGA. Suivez son conseil — vous vous en trouverez bien.

SOCIÉTÉ DES EAUX PURGATIVES RIGA

MONTREAL

La Tribune, 19 octobre 1918.

Il en coûtera à la ville au moins 5 000 \$ pour assurer le fonctionnement de l'hôpital temporaire. Les bénévoles qui travaillent aux soins des malades reçoivent une petite somme en compensation de leurs services. Les patients qui peuvent payer doivent donner 1,50 \$ par jour. Les quatre médecins de la ville partagent leur temps entre les visites aux hôpitaux et les soins à domicile. Cinq étudiants en médecine de l'Université Laval viennent aussi prêter mains fortes aux religieuses du couvent qui, en congé forcé, ont pris en charge l'hôpital temporaire aux côtés de la communauté des frères. Une trentaine de dames et autant d'hommes bravent ainsi la maladie pour offrir leur aide en secourant les malades.

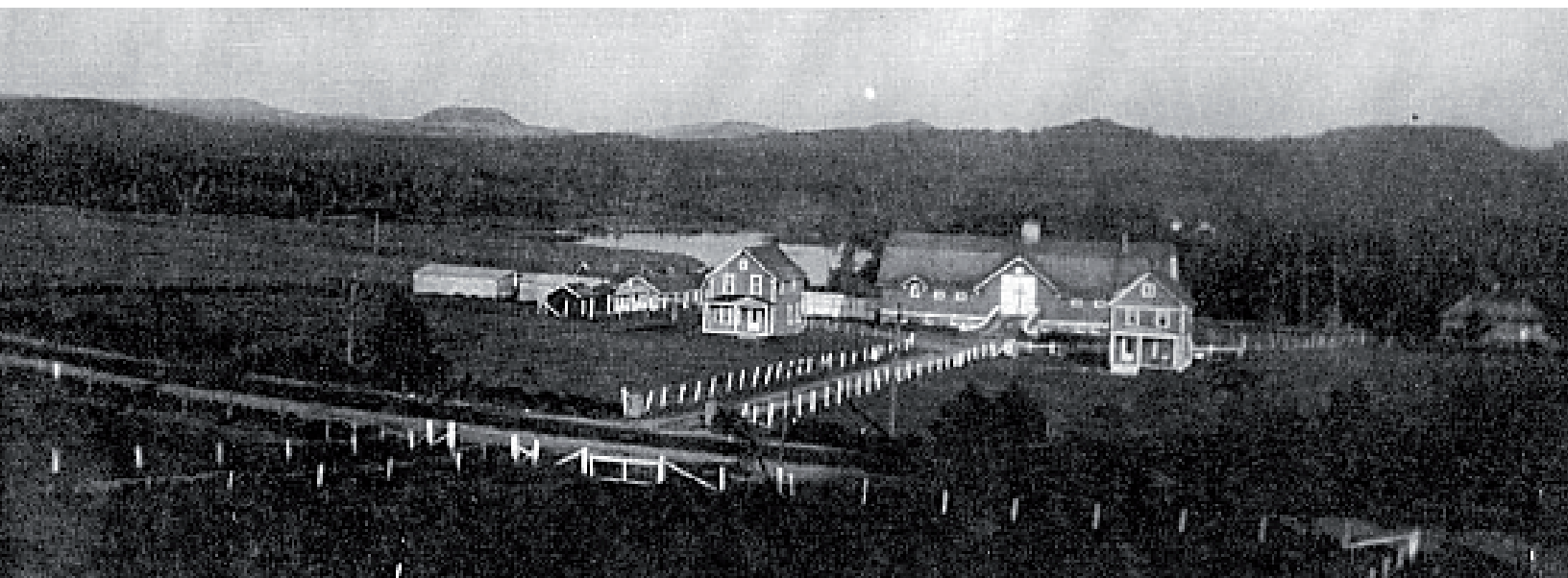
Les tâches sont coordonnées par le Comité du Salut Public : expédition des malades, achats, prêts d'automobiles pour les médecins et les prêtres, désinfection des maisons, ravitaillement de l'hôpital, etc. Les gérants des mines sont aussi mis à contribution. L'épidémie fait ses plus grands ravages d'octobre à novembre. Lorsqu'enfin les cas diminuent et que le service d'hôpital temporaire devient superflu, une grande fête est

UN TOUT NOUVEL HÔPITAL DANS LE DOMAINE DE LA VILLA SAINT-MARTIN

Durant l'entre-deux-guerres, les services de santé tout comme l'éducation sont en plein essor dans la région. En avril 1920, bien que les révérendes sœurs aient fait ajouter deux étages à la bâtisse initiale, l'espace demeure insuffisant pour répondre à la population toujours croissante. De plus, l'hôpital est plutôt mal situé, soit aux côtés des exploitations minières où les explosions de dynamites répétées indisposent la sérénité des malades et troublent leur repos.

En 1925, les révérendes sœurs acquièrent l'immense domaine d'Alexander Robert Martin. Un terrain de 940 acres incluant les immeubles et les dépendances que les religieuses nomment aussitôt Villa Saint-Martin. L'ancien propriétaire en avait fait un endroit des plus attrayants. Absorbé tout le jour par les soucis de ses exploitations minières, Alexander R. Martin aimait venir s'y délasser. Réunissant lac artificiel, grandes serres, parterre magnifique, arbustes d'ornement, kiosques rustiques et frais bocages, tout y était pour le repos de l'esprit. Autour de ce luxueux domaine, s'élevaient des habitations destinées à tout un monde d'employés. Ayant un intérêt marqué pour les travaux agricoles, Alexander avait développé de vastes cultures et d'immenses prairies avec, en pâturage, des troupeaux de race. Grange, étable, écurie, poulaillers et autres bâtiments annonçaient la prospérité d'une grande ferme. Les œufs, le lait et les légumes abondants étaient distribués aux familles des alentours.

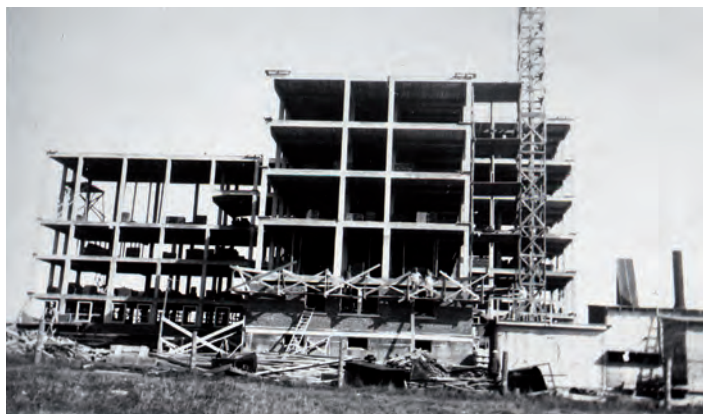
Ainsi, au cours de 1930, un nouvel hôpital allait voir le jour sur cette propriété et profiter des bienfaits de la terre et ce, grâce à un octroi de 225 000 \$ obtenu par le député et ministre provincial Lauréat Lapierre et d'une émission d'obligations auprès des épargnants de la région de 325 000 \$.



*Vue des serres avec deux employées et façade de la Villa Saint-Martin,
Centre d'archives de la région de Thetford*



Le nouvel hôpital est érigé loin des limites de la zone urbaine, entre Thetford Mines et Robertsonville, du côté opposé aux constructions existantes de la Villa. Les travaux de construction commencent au cours de l'été 1929. Un an plus tard, l'hôpital ouvre ses portes et est béni le 17 août par son Éminence le cardinal Raymond-Marie Rouleau, à la suite de la clôture du Congrès Eucharistique. Quelque 8 000 personnes auraient assisté aux cérémonies. Mesurant 193 pieds par 170, ayant la forme d'une croix et entièrement à l'épreuve du feu, le nouvel hôpital, dénommé aussi Saint-Joseph, comporte cinq étages en plus du rez-de-chaussée avec galerie et solarium. Un pavillon spécial est réservé aux incurables et un autre aux patients atteints de la tuberculose.



La structure et la charpente du nouvel hôpital, Centre d'archives de la région de Thetford

Quelques semaines plus tard, soit le 21 octobre 1930, les douze premiers patients de l'ancien hôpital y sont transportés. Le recensement de 1931 indique que le nouvel édifice possède une capacité de 110 lits. Après un an d'activités, 781 malades y ont été admis et 1 085 traitements donnés, dont 682 gratuitement.



L'étage réservé aux tuberculeux et deux religieuses au service des patients, Centre d'archives de la région de Thetford

Au cours des années, l'établissement fait l'acquisition d'équipements spécialisés et procède à l'embauche de plus de personnel. En 1960, 142 lits et une trentaine de bassinettes sont dénombrés. Les intervenants au service des patients sont : 27 religieuses, 28 médecins, dont des spécialistes de différents domaines, 11 infirmières laïques et autant de garde-malades auxiliaires, 7 infirmiers, 4 garde-bébés, 77 aide-soignants, 2 techniciennes en laboratoire, 35 étudiantes, 17 employés et 8 fermiers.

Une partie du personnel est d'ailleurs formée sur place grâce à l'École des garde-malades opérée par les Sœurs de la Charité. Ouverte en septembre 1951, l'École formera 358 diplômées en vingt ans. Elle ferme ses portes définitivement en septembre 1972. La Commission scolaire de L'Amiante (Commission scolaire des Appalaches) devient alors responsable de la formation des infirmières auxiliaires et le Collège de la région de L'Amiante (Cégep de Thetford), responsable des infirmières techniciennes.



Une religieuse enseignant les soins infirmiers à l'École des garde-malades, Archives du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford



Règlement de l'Hôpital St-Joseph

1 L'Hôpital St-Joseph est ouvert aux malades de toutes nationalités et de toutes croyances.

2 Tout malade admis à l'Hôpital doit se conformer au règlement de a maison.

3 Les parents et amis des malades sont admis tous les jours de 3 à 4 hrs. p.m. et de 6½ à 7½ hrs. le soir, excepté le samedi.

4 L'heure de visite du soir est aussi retranchée le dimanche.

5 Il ne peut y avoir plus de deux personnes auprès d'un malade d s salles. Les visiteurs doivent se retirer dès qu'ils entendent la cloche a monçant l'expiration de l'heure des visites.

6 Dans les chambres privées, à moins d'inconvénients, les visiteurs seront admis de 10 heures a.m. à 4 heures p.m. et de 6½ à 7½ heures, le soir.

7 Il est strictement défendu de donner aux malade aucun aliment, avant d'avoir consulté l'hospitalière.

8 Il n'est pas permis aux malades de fumer dans les salles ni dans es passages.

9 Les visiteurs, de même que toute autre personne admise dans la maison, par affaire, sont priés de ne point parler trop haut et de ce comporter en tout de manière à ne point causer de fatigue aux malades.

10 Dans un cas d'opération, aucune visite d'amis ne sera permise les trois premiers jours; les parents devront aussi se conformer sur ce point aux prescriptions du Médecin, lesquelles pourront varier suivant l'état du malade.

11 Le prix de la pension dans la salle commune est de 50 centins par j ur pour les malades de Thetford, et 75 centins pour les étrangers. Dans les chambres de \$1.00 à \$2.00.

12 Tarif pour les dépenses d'une opération: \$2.00 à \$5.00. Remèdes et traitements à part.

13 La salle d'opération et huit ou quinze jours de pension devront être payés d'avance. Les personnes qui ne pourraient remplir cette dernière condition sont priées de se munir d'un certificat de Monsieur le Curé de leur paroisse.

Tiré du journal Le Mineur, 12 mai 1915

Thetford-Mines, 26 juil. 1955

Monsieur _____

Thetford Mines

DOIT A L'HOPITAL SAINT-JOSEPH

Comptant. Intérêt 6% après 30 jours.

Hospitalisation: 8 jrs à 7.00	56.00
Salle d'obstétrique	8.00
Bébé 7 jrs à 1.00	7.00
Médicaments et traitements	17.97
	\$88.97



Documents d'archives dont le Règlement de l'hôpital ainsi qu'une facture suite à un accouchement. Quelques photographies illustrent des scènes de l'Hôpital Saint-Joseph dont la première infirmière laïque en 1931, Mariette Gagnon tenant un nouveau-né (Centre d'archives de la région de Thetford) et deux finissants de l'École des garde-malades avec la religieuse responsable dans la pharmacie en 1964 (Association des pharmaciens des établissements de santé)

Les Sœurs de la Charité de Québec

Alors que l'Ordre des Frères Hospitaliers de Montréal est en difficulté, les Sulpiciens proposent à Marguerite d'Youville et ses consœurs de prendre en charge l'Hôpital Général de Montréal où elles œuvrent et se dévouent aux pauvres depuis 1737. Marguerite d'Youville, veuve et mère, sera d'ailleurs la première personne née au Canada à être canonisée. C'est ainsi que débute l'Ordre des Sœurs de la Charité de Montréal, connu aussi sous l'appellation des Sœurs Grises. Les Sœurs de la Charité de Québec font quant à elles leur apparition en 1849 lorsqu'elles sont approchées par l'évêque de Québec pour administrer l'orphelinat de la Société charitable des Dames catholiques de Québec.



En plus d'œuvrer auprès des pauvres et des malades par l'administration d'orphelinats, d'hospices et de pensionnats, les Sœurs de la Charité ont également comme principal objectif l'enseignement dans des écoles primaires et secondaires, des écoles normales ainsi que des écoles d'infirmières. Elles assurent aussi la gestion de plusieurs hôpitaux généraux et de foyers pour personnes âgées. Avec le temps et l'arrivée d'organismes publics laïcs, les Sœurs de la Charité adoptent le créneau de la pastorale et de l'évangélisation, tout en poursuivant l'œuvre sociale à travers des soupes populaires et des comptoirs vestimentaires dans les grands centres urbains.

C'est le cas à Thetford Mines, où la communauté est engagée dans l'éducation et les services hospitaliers et assure les soins aux personnes âgées. Les travaux d'agrandissement du Couvent Saint-Alphonse et le déménagement d'une maison sur la rue de la Fabrique au cours des années 1920 ont permis d'ouvrir l'Hospice d'Youville, nommé Hospice Sainte-Croix à partir de 1944. En 1933, il accueille plus de quatre-vingt personnes, dont la majorité provient de l'extérieur de la paroisse. Il ferme ses portes en 1969.



Les Sœurs de la Charité continuent d'opérer et d'administrer l'Hôpital Saint-Joseph jusqu'en 1970. Sœur Marie-Ange Martineau est la dernière supérieure en titre à occuper le poste jusqu'à l'ouverture de l'Hôpital Général de L'Amiante. À ce moment, l'Hôpital Saint-Joseph devient le Pavillon Saint-Joseph et, le 6 décembre 1971, le dernier département est transféré. Les religieuses, au nombre de 18, prennent pension et logement au-dessus de la salle de communauté, et ce, jusqu'en 1974. Le nombre de sœurs en service est alors considérablement réduit, la dernière quittant en 1996. Les sœurs poursuivent leurs œuvres auprès d'une autre clientèle de malades dans le besoin en transformant leur maison en résidence d'accueil pour personnes déficientes. C'est finalement en 2014 que la communauté laisse définitivement la région pour la Maison généralice, située à Québec, laissant un important héritage dans le développement des services hospitaliers et de soins dans la région de Thetford.

Source : ROY, Francine, Ward, Yvonne et VOISINE, Nive. *Histoire des Sœurs de la Charité de Québec. Tomes 1 et 2, 1998.*



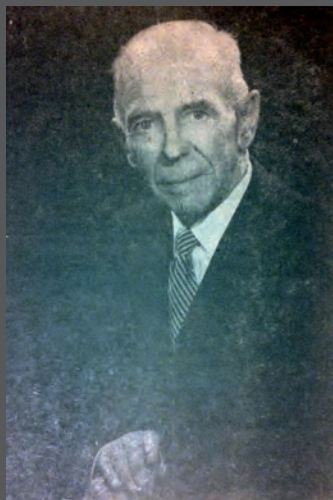
Après des travaux de rénovation de l'ordre d'environ 550 000 \$, le Pavillon Saint-Joseph devient le premier hôpital chronique de la région avec une capacité de 100 lits. Un tunnel le reliant au nouvel hôpital est même aménagé en 1969. Le pavillon accueille, à partir de juillet 1972, 25 malades chroniques et 75 employés. La superficie du rez-de-chaussée est occupée par l'Unité sanitaire et du Service social du comté. Au fil des ans, le Pavillon Saint-Joseph devient un centre d'hébergement administré par le Centre hospitalier de la région de L'Amiante. Depuis la construction du Centre d'hébergement Saint-Alexandre, il abrite le centre administratif du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford.

Qu'entend-on par malade chronique dans les années soixante ?

Dans le barème d'admission d'un patient chronique, il est spécifié que l'état de ce genre de malade ne laisse prévoir aucune amélioration significative à courte ou longue échéance. Il est dit de plus qu'il a besoin de soins et d'une supervision médicale soutenue. Ce sont des patients qui doivent demeurer au lit la plupart du temps et dont l'état ne permet pas de circuler à leur gré.

Le pavillon regroupe aussi d'autres partenaires importants en santé et en services sociaux tel le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement, le Centre de réadaptation en déficience physique, le Centre jeunesse Chaudière-Appalaches, le Centre de réadaptation en dépendance et le Centre de la petite enfance Parc-en-ciel.

Joseph-Émile Fortin : médecin et politicien



Né en août 1886 à Saint-Alexandre de Kamouraska, J.-E. Fortin devient médecin à 24 ans après avoir poursuivi ses études à Trois-Rivières et à l'Université Laval.

En 1909, il s'établit dans le village de Robertsonville à titre de premier médecin résident. Jour et nuit, il reçoit tout le monde, sans fixer d'heures de bureau. Possédant une voiture, il ne se fait pas prier pour effectuer des visites à domicile,

souvent en pleine forêt. On raconte que, pendant l'exercice de sa profession, il mit au monde 8 000 enfants. Il décède en janvier 1961, après une longue carrière bien remplie.

Outre son dévouement à titre de médecin, il s'occupe d'organisations religieuses, civiles et sportives. Il est élu maire de la municipalité de Robertsonville en 1933. En 1942, il s'installe à Thetford Mines après avoir perdu son épouse. Il est alors rattaché à l'Hôpital Saint-Joseph et devient médecin attitré de la mine Lake Asbestos à partir de 1955. Il accède à la législature provinciale comme député de l'Union nationale en 1957, succédant à Tancred Labbé.

Source : Comité des fêtes du 75^e, Robertsonville 1909-1984, 1984, Les albums souvenirs Québécois, Sherbrooke, p. 30 et Biographie des députés sur le site www.assnat.qc.ca

EMPLACEMENT DU NOUVEL HÔPITAL, CINQ SITES POTENTIELS SONT IDENTIFIÉS :

le gouvernement doit trancher la question !

- À côté de l'hôpital existant (site choisi)
- De l'autre côté de la route (face à l'hôpital existant)
- Sur le boulevard Ouellet (coin du Carrefour Frontenac)
- À proximité du Collège Classique (Cégep de Thetford)
- Tout près des écoles secondaires (Polyvalente de Thetford)

L'Hôpital Saint-Joseph devenu trop petit, c'est en 1957 que la première demande pour la construction d'un nouvel hôpital est déposée. Elle est déposée par le directeur médical, le docteur Marc Poulin. N'ayant reçu aucune suite à cette demande, l'Hôpital Saint-Joseph, toujours accrédité, apporte quelques améliorations à ses installations : construction d'une laiterie, ouverture d'un Département de pédiatrie, arrivée d'un nouvel appareil à rayons X, etc.

Avec la Révolution tranquille et tous les changements adoptés par le gouvernement provincial, le système de la santé et des services sociaux vit des transformations importantes. Au début de l'année 1961, le Ministère de la santé met sous contrat l'Hôpital Saint-Joseph pour l'application de la nouvelle assurance-hospitalisation. Quelques mois plus tard est signée la première convention collective des employés. Les nouvelles normes de la Loi des hôpitaux de la province de Québec exigent un conseil d'administration. La Corporation de l'hôpital nomme ses administrateurs et son premier président, Marie-Louis Trépanier, en mars 1963.

L'année précédente, en 1962, la Chambre de Commerce de Thetford Mines présente un mémoire au ministre de la Santé de l'époque, Alphonse Couturier. Ce dernier, au cours d'une visite l'année suivante, confirme la nécessité de doter Thetford Mines d'un nouvel hôpital. Le mémoire mentionne, entre autres, que l'Hôpital Saint-Joseph, qui n'a jamais connu d'agrandissement depuis sa construction en 1929 outre une amélioration pour la résidence des sœurs en 1946, dessert une population régionale toujours croissante de 69 593 habitants avec de plus en plus de besoins en matière de santé. De plus, le mémoire souligne au passage qu'au cours des 10 premiers mois de l'année 1961, c'est un peu plus de 6 000 patients qui y ont été hospitalisés. Le mémoire fait aussi état du manque d'espace adéquat ainsi que du manque de matériel. Bien que l'option de rénover l'Hôpital Saint-Joseph soit sur la table, les coûts sont trop importants comparativement à la construction d'un nouvel édifice.

10 - LE CANADIEN - 17 février 1965

A l'hôpital St-Joseph de Thetford

Excellence des services mais il y a peu d'espace

THETFORD MINES -- Le Conseil canadien d'accréditation des hôpitaux a informé les autorités de l'hôpital St-Joseph de Thetford qu'il accordait à nouveau un certificat d'accréditation pour une période de trois ans. Le Conseil a fait écho des services donnés par cette institution hospitalière. Il n'a pas passé outre de faire une recommandation dans le but d'élargir le projet d'une nouvelle construction qui permettrait une meilleure expansion des services hospitaliers.

Incident malheureux

Le manque d'espace place les autorités médicales de l'institution dans des situations embarrassantes. La semaine dernière, au moins quatre personnes ont été référées à d'autres maisons hospitalières faute d'espace. Ces personnes devaient subir des interventions chirurgicales. D'autres personnes déjà hospitalisées ont dû quitter les lieux à des heures assez tardives afin de permettre à d'autres patients de prendre place.

Espace restreint

Le Conseil canadien a fait cette recommandation malheureusement au peu d'espace des locaux actuels de la maison hospitalière. Plusieurs services importants sont actuellement confinés dans des espaces restreints et cette situation apporte bien des embêtements aux autorités de l'hôpital. En particulier les services tels la salle d'opération, les laboratoires, la radiologie, la diététique,

Excellence des services

Malgré l'exigüité des locaux, l'hôpital St-Joseph de Thetford a d'excellents services et en témoigne le Conseil canadien d'accréditation. Les services sont très bien entretenus et les relations entre le personnel sont bonnes. En somme, les services sont excellents, mais l'espace demeure un problème majeur.

En septembre 1964, le gouvernement autorise l'émission d'une nouvelle charte pour la réalisation du projet de construction. Les membres de la nouvelle corporation sont nommés et il est décidé que le nouvel établissement portera le nom d'Hôpital Général de Thetford. La nouvelle corporation procède à l'achat du terrain en 1965 et obtient la permission de construire en 1967.

La cérémonie de levée de terre a lieu le 15 juillet 1968 sur le site du futur hôpital. Annoncé au coût global de 8 millions de dollars, le nouvel hôpital aura une capacité de 250 lits et devrait ouvrir ses portes d'ici deux ans. C'est l'architecte thetfordois Paul-André Caouette qui est responsable de la conception des plans et devis du nouvel édifice. Les travaux débutent en septembre 1968 pour être complétés en 1970.



Vue du site du futur complexe hospitalier. Présents à la pelletée de terre : Armand Russell, ministre des Travaux publics, Jean-Paul Marchand, maire de Thetford Sud, Marc Bergeron, député de Mégantic, Alphonse Tanguay, président du conseil d'administration, Paul-André Caouette, architecte, Laurent Turcotte, maire de Thetford Mines, et René Lavoie, député de Wolfe, Centre d'archives de la région de Thetford



Entre-temps, l'Hôpital Saint-Joseph procède à la vente des volailles, du troupeau de vaches et des instruments aratoires. La communauté des Sœurs de la Charité de Québec vend finalement la ferme en juillet 1968. Bien qu'ils aient été la cause de multiples soucis, les produits de la ferme ont été d'un grand secours pour l'hôpital. En effet, les légumes, les petits fruits et les pommes de terre ont figuré sur le menu des malades. Quant au poulailler, à la sucrerie et au bois de chauffage, ils ont été des sources de revenus pour la communauté. C'est un grand pas vers la dépossession totale. Le contrat de vente de l'Hôpital Saint-Joseph à l'Hôpital Général de L'Amiante, au coût de 355 000\$, est signé le 8 novembre 1971.

Initialement prévu pour le premier avril 1971, l'ouverture du nouvel hôpital est repoussée à de nombreuses reprises, suscitant la colère et la grogne dans la région. Les raisons évoquées pour lesquelles le gouvernement n'ose pas s'avancer sur une date d'ouverture sont l'approbation des achats de matériel, autant pour le laboratoire que pour l'administration, le budget d'opération trop faible pour engager du personnel spécialisé, les délais de livraison des commandes et les vacances d'été, période où la plupart des fournisseurs ralentissent leurs activités et ferment leurs portes. La région se mobilise et manifeste pour faire avancer le dossier. Le maire de Thetford Mines de l'époque, Louis-Philippe Boucher, se rend même à Québec pour convenir d'une date d'ouverture. Plusieurs journalistes publient des articles dénonçant la lenteur du gouvernement à agir.



Le premier octobre a lieu l'inauguration officielle du nouvel hôpital en compagnie des dignitaires habituels. Les premiers patients sont accueillis le 18 novembre 1971 avec le transfert de l'unité de médecine générale, suivie de la pouponnière et de l'obstétrique, de la chirurgie, de la pédiatrie, pour terminer avec l'urgence. En 1971, le budget d'opération du complexe hospitalier de Thetford Mines s'élève à 5 millions de dollars. On y compte 675 employés dont 31 médecins réguliers, 11 médecins visiteurs et 5 dentistes.

Docteur Marc Poulin, directeur médical, Guy Fortier, adjoint parlementaire au ministre des Affaires sociales, Oliva Lemay, président de la corporation, Jean-Pierre Jutras, directeur-général de l'Hôpital Général de la région de L'Amiante (absent sur la photo, père René Quenneville, aumônier de l'hôpital), Centre d'archives de la région de Thetford



L'intérieur du nouvel hôpital avec le poste de garde ainsi que des infirmières et infirmiers au travail, Centre d'archives de la région de Thetford



Question de se souvenir aussi de l'Hôpital Sainte-Marie

Fondé le premier novembre 1958, l'Hôpital Sainte-Marie est une institution vouée spécialement à la garde des jeunes enfants et des bébés. Il détient un permis du ministère de la Famille et du Bien-être pour héberger de jeunes handicapés physiques et mentaux âgés de quelques mois jusqu'à l'âge d'environ douze ans. En plus de la directrice Rose-Marie Proulx, l'hôpital compte, à ses débuts, une garde-bébés et quatre aide-soignantes.

D'abord installé sur l'avenue Labbé, un nouvel édifice de deux étages est commandé vu la nécessité d'un agrandissement. Pouvant ainsi accueillir 120 enfants dits « normaux » ou ayant des difficultés, les nouveaux locaux sont inaugurés le 20 octobre 1963, avec la bénédiction officielle de Monseigneur Antonio Parenteau de Victoriaville. Lors de l'ouverture, le personnel compte 45 infirmières, garde-auxiliaires et garde-bébés.

À la suite d'un premier conflit syndical déclenché le 22 février 1970, les 43 enfants hébergés par l'institution doivent être transférés dans la région de Montréal. Des conflits subséquents forceront la fermeture de l'Hôpital Sainte-Marie le 19 août 1970. Pas moins de vingt-neuf employés se retrouvent sans emploi, ce qui amène le syndicat à créer un comité de reclassement.

Une entente est signée en mai 1971 entre l'Hôpital Saint-Joseph, le Syndicat national catholique des services hospitaliers de Thetford et le Syndicat national des employés de l'Hôpital Sainte-Marie dans le but d'intégrer les employés affectés par la fermeture de l'Hôpital Saint-Joseph et de l'Hôpital Sainte-Marie, en prévision de l'ouverture du nouvel Hôpital Général de la région de L'Amiante où du personnel supplémentaire serait nécessaire.

Source : Centre d'archives de la région de Thetford, Fonds P127, Syndicat des employés de l'Hôpital Sainte-Marie de Thetford

DES MILIEUX DE VIE ADAPTÉS

Les premiers centres d'accueil ont été construits dans les années soixante par des initiatives populaires dans le désir d'accueillir les personnes âgées habitant le territoire et de leur offrir des services. Ils sont devenus aujourd'hui des centres d'hébergement et de soins de longue durée, mieux connus sous l'acronyme CHSLD. Ils ont tous été regroupés en 1996, à l'exception du Centre d'hébergement Saint-Joseph. À ce moment, le directeur général est André Rodrigue. En juillet 2004 survient la fusion des services de santé et de services sociaux sous une même gestion. En offrant un hébergement adapté et constituant un milieu de vie, les CHSLD dispensent des services d'assistance, de soutien et de surveillance tout en fournissant à leurs résidents des services psychosociaux, pharmaceutiques, de réadaptation ainsi que des soins infirmiers et médicaux. L'offre importante de services à domicile, destinée à favoriser le maintien de la population dans son milieu de vie, a modifié les caractéristiques et les besoins de la clientèle admise dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée.

De façon générale, les résidents y passent moins de temps qu'auparavant et un nombre plus important y terminent leur vie. L'hébergement en milieu de vie institutionnel est de plus en plus réservé aux personnes qui présentent des pathologies complexes et qui requièrent un niveau plus élevé de soins pendant la durée de leur séjour. Cependant, avant tout, ce type d'hébergement demeure un lieu de résidence, un milieu de vie.

CENTRE D'HÉBERGEMENT VALIN



Le Foyer Valin, du nom du premier curé résident de la paroisse, voit le jour en 1954 grâce à l'initiative de Patrice Tardif, maire de Saint-Méthode et député provincial de l'ancien comté de Frontenac. Il occupera le poste de président de la Corporation du Foyer Valin de 1954 à 1989.

C'est à la suite d'une analyse des besoins des personnes âgées de Saint-Méthode et des environs que l'idée de construire une résidence fait son chemin. Afin de constituer une garantie pour un emprunt, plus d'une cinquantaine de personnes s'engagent financièrement à prêter un montant variant entre 100 \$ et 200 \$ par année pendant dix ans. Pamphile Tardif administre le Foyer Valin pendant plusieurs années et Sœur Saint-Martin se

joint à lui comme première directrice des soins d'assistance. Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur-de-Marie sont présentes au foyer de 1955 à 1975. En février 1955, une première naissance a lieu au Foyer Valin. Ce service s'est poursuivi jusqu'en 1976. En janvier 1959, le foyer compte 56 lits. Ce nombre étant nettement insuffisant pour répondre aux besoins, un agrandissement est autorisé en 1960 à la suite de l'obtention d'une subvention gouvernementale.

Au fil des ans, le Foyer Valin a subi des transformations importantes : la cuisine a été agrandie en 1967 et le 3^e étage a été réaménagé en hôpital pour malades chroniques. Un permis d'hôpital est même émis en 1968. Le dernier réaménagement physique a eu lieu en 1992-1993 afin de maintenir sa vocation de centre d'hébergement de soins de longue durée. En 2004, le Foyer Valin est intégré à la fusion des cinq centres de la région et change d'appellation pour Centre d'hébergement Valin. En 2009, il change de vocation et une coopérative en devient propriétaire. Des places en ressources intermédiaires y sont alors aménagées ainsi qu'une garderie.

CENTRE D'HÉBERGEMENT DU LAC-NOIR

C'est en juin 1964 que débutent les premières démarches pour la construction d'un centre d'accueil à Black Lake afin de permettre aux personnes âgées de rester dans leur milieu et de favoriser les relations avec leurs enfants et leurs amis tout en bénéficiant d'un environnement paisible et confortable. La Corporation du Foyer du Lac Noir reçoit ses lettres patentes le 11 février 1966 et une campagne de souscription est alors organisée auprès de la population locale. Le terrain de la Fabrique, situé derrière l'église paroissiale, est acquis pour la somme symbolique de 1 \$.



Le Foyer du Lac Noir, dont la construction a débuté en décembre 1967, accueille ses premiers résidents en octobre 1968 et ses premiers employés parmi lesquels on compte quatre religieuses des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, sous la direction de Sœur Gilberte L'Heureux. Les religieuses quittent à l'automne 1975 et leur départ occasionne une réorganisation interne axée sur les soins infirmiers. En 1983, le Foyer du Lac Noir se voit confier la responsabilité de quatre pavillons, devenus aujourd'hui des ressources intermédiaires. L'établissement héberge 26 résidents et 2 lits y sont ajoutés pour offrir du répit aux familles, de la convalescence et du dépannage.

Afin de s'adapter à la clientèle, plusieurs améliorations ont été réalisées au Foyer du Lac Noir depuis sa création. Citons l'aménagement d'une salle de bain thérapeutique en 1989, la rénovation du sous-sol en 1991 et, en 1993, la relocalisation du poste des soins infirmiers et le changement complet de la fenestration. En février 2004, une unité prothétique et une marquise pouvant desservir 10 résidents ayant des troubles cognitifs sont aménagées afin que le milieu de vie soit plus adapté à la clientèle.



CENTRE D'HÉBERGEMENT RENÉ-LAVOIE

En 1964, René Lavoie, alors député du comté de Wolfe et citoyen impliqué, entreprend des démarches pour implanter un foyer pour personnes âgées dans la Ville de Disraeli. Il devient le premier président de la Corporation du Foyer de Disraeli et achète le Couvent des religieuses des Saints-Noms de Jésus et de Marie ainsi que le terrain en 1968. Les travaux d'excavation débutent en octobre 1969.

En 1970, la corporation est administrée par cette communauté religieuse et reçoit ses premiers résidents. On lui donne le nom de Villa Lavoie en l'honneur de son

président fondateur. À cette époque, les 47 résidents admis souffrent d'une légère perte d'autonomie. En 1983, la Villa Lavoie se voit aussi confier la responsabilité de deux pavillons, devenus aujourd'hui des ressources intermédiaires.

En 1989, le volet de l'hébergement temporaire est instauré et le Centre de jour, dispensateur de services à la clientèle âgée à raison d'une journée par semaine, est aménagé dans des locaux du sous-sol. D'années en années, la clientèle présente une augmentation des problèmes de santé et de mobilité ainsi que des troubles cognitifs. Afin de s'adapter à ce changement, des démarches sont entreprises en 1991 pour obtenir une meilleure fonctionnalité technique.

Des rénovations et un agrandissement au coût de 5,5 millions \$ réalisés en 2002-2003, ont permis le réaménagement du CLSC Frontenac à Disraeli et l'actualisation des locaux du Centre de jour. Ces travaux ont également procuré aux résidents des chambres privées mieux adaptées à leurs besoins ainsi que des locaux bien équipés et une suite de soins de confort.

CENTRE D'HÉBERGEMENT MARC-ANDRÉ-JACQUES

Fondé en 1965 sous le nom de Foyer Sacré-Cœur-de-Jésus, le Centre d'hébergement Marc-André-Jacques est renommé en l'honneur de son premier président. La résidence voit le jour grâce à l'initiative de la Chambre de commerce d'East Broughton et à l'appui des citoyens. À son ouverture en 1967, la résidence compte 24 résidents. En 1979, elle accueille 32 résidents ainsi qu'un lit d'hébergement temporaire. Depuis 2001, un lit en soins de confort avec salon adjacent est aménagé.



En 1986, le Centre de jour régional accueille ses premiers participants. Au fil des ans, les installations de Thetford Mines, Disraeli, Saint-Jacques-de-Leeds et Saint-Pierre-de-Broughton voient le jour, toutes coordonnées par le Centre de jour régional. En 1996, le port d'attache du Centre de jour ainsi que l'administration de la résidence sont transférés au centre administratif du CHSLD de L'Amiante. Les différents intervenants continuent de prodiguer des services aux citoyens dans les différentes installations.

En 2000, la Fondation Marc-André-Jacques est créée. Son mandat principal est d'améliorer la qualité de vie des résidents. Aujourd'hui, une soixantaine d'employés, la majorité travaillant à temps partiel et sur appel, unissent leurs efforts pour offrir des soins et des services de qualité aux personnes âgées en perte d'autonomie



CENTRE D'HÉBERGEMENT DENIS-MARCOTTE

En 1967, Denis Marcotte, alors directeur des ventes à la Société Asbestos Corporation, réalise un projet novateur pour les personnes âgées de la Ville de Thetford Mines par la construction du Centre d'accueil de Thetford. En août de la même année, le centre ouvre ses portes et accueille ses premiers résidents.

En 1983, Le centre d'accueil hérite de la responsabilité d'un pavillon (aujourd'hui ressource intermédiaire). En 1987, l'appellation est modifiée pour devenir la Résidence Denis-Marcotte à l'occasion du 20^e anniversaire et en l'honneur de son président fondateur.

Le Centre d'hébergement Denis-Marcotte accueille aujourd'hui 70 résidents en perte d'autonomie ou souffrant de troubles cognitifs. Il dispose également d'un lit de soins palliatifs pour la clientèle hébergée ainsi que pour la population de la région de Thetford. Le Centre de jour de la région de Thetford y est installé et offre des services spécialisés aux personnes âgées qui vivent à domicile ou dans des résidences privées. Depuis 2004, à la suite de la fusion, le Centre de jour fait partie du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la région de Thetford, aujourd'hui fusionné au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches.

Depuis sa création en 1988, la Fondation Résidence Denis-Marcotte vise principalement l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées hébergées. Elle s'est engagée financièrement dans plusieurs projets, entre autres, l'aménagement fonctionnel des salles à manger inspiré du concept de milieu de vie et l'acquisition, au fil des ans, d'équipements pour suppléer la mobilisation des résidents.

En 2005, le ministre du Travail, Laurent Lessard, annonce un investissement de 105 000 \$, auquel participera la Fondation Résidence Denis-Marcotte, pour la transformation des verrières et le prolongement des salles à manger.

CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-ALEXANDRE

L'ancien Hôpital Saint-Joseph converti, en 1972, en un hôpital pour malades chroniques est devenu au fil des années un centre d'hébergement et de soins de longue durée administré par le Centre hospitalier de la région de L'Amiante (CHRA). Devenu désuet et mal adapté aux besoins de la clientèle, un projet de construction d'un nouveau centre d'hébergement et de soins de longue durée est autorisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux.



Les travaux débutent en 2006 pour se terminer l'année suivante. Dénommé Centre d'hébergement Saint-Alexandre, du nom de la nouvelle paroisse créée à la suite du regroupement des communautés chrétiennes de Thetford Mines, il accueille 112 résidents. L'unité de soins en psychogériatrie nommée La Tendresse y est aussi intégrée. Créée en 1984, elle devient ainsi une unité autonome regroupant toute la clientèle de la région.

DES SERVICES VARIÉS ET ACCESSIBLES POUR TOUS

Le concept de Centre local de services communautaires (CLSC) tire son origine des grandes réflexions qui ont mené à la réforme des services de santé et des services sociaux du Québec à la fin des années 1960. En jetant un regard sur les premières structures créées depuis les années 1920 au Québec, force est de constater que dans leur forme, les CLSC s'inspirent en grande partie de ce que l'on appelait les unités sanitaires de comté (USC). La plupart d'entre eux ont aussi bénéficié d'une expertise qui s'est forgée à travers les départements de santé communautaire (DSC).

L'un des principaux objectifs poursuivis par le déploiement de cette nouvelle catégorie d'établissements est d'organiser l'accès à l'ensemble des services socio-sanitaires de première ligne sur une base locale. Le CLSC constitue donc l'une des principales portes d'entrée du réseau de la santé. Intervenant auprès d'une proportion importante de la population par le biais d'une gamme d'activités variées dont, notamment, celles relatives à la prévention et à la promotion de saines habitudes de vie, le CLSC contribue à la mission générale de l'établissement visant l'amélioration de la santé et du bien-être des personnes vivant sur le territoire.

Les premiers CLSC apparaissent au début des années 1970 et ce réseau d'établissements n'est complété qu'à la fin des années 1980. Le CLSC Frontenac reçoit ses lettres patentes en 1980 et doit son nom en référence à la base du territoire qu'il dessert. François Beaudoin, maire de la Ville de Disraeli, agit comme premier président du conseil d'administration. Le centre administratif est situé sur la rue Saint-Joseph à Disraeli et le premier directeur général est Normand Nadeau. Dans la vision d'offrir des activités dans la portion nord du comté, un autre établissement était destiné à ouvrir ses portes, soit le CLSC de Thetford Mines.

Ainsi, lors des premières années d'opération, il y a transfert d'auxiliaires familiales et sociales du Centre de services sociaux de Québec (aide à domicile) en 1981, d'infirmières et infirmiers du Département de santé communautaire de Beauceville (soins infirmiers à domicile, santé scolaire, santé parentale et infantile, cours prénataux, visites postnatales, vaccination, contrôle des maladies infectieuses, cliniques des voyageurs, santé publique, etc.) en 1983 et d'intervenants sociaux du Centre de services sociaux de Québec (services sociaux courants) en 1985.

De manière générale, les services du CLSC sont rendus disponibles graduellement à la suite de transferts d'activités en provenance d'autres établissements ou encore grâce à l'octroi de nouveaux développements consentis dans le cadre de priorités ministérielles à l'instar du virage ambulatoire.



*Ancien marché municipal,
emplacement du premier CLSC de Thetford,
Centre d'archives de la région de Thetford*

En parallèle, l'octroi de nouveaux crédits budgétaires permet d'intensifier ou encore de développer des soins et des services dont, à titre d'exemple et sans être exhaustif, des campagnes de vaccination massive, des services tels Info-Santé, santé mentale, santé-sexualité, santé dentaire préventive dans les écoles, services de santé courants, services spécialisés à domicile (ergothérapie, physiothérapie, inhalothérapie), services sociaux aux personnes âgées incluant l'évaluation à l'hébergement, organisation communautaire, urgence psychosociale, déficience physique et intellectuelle, etc.

En 1999, le regroupement des services administratifs du CLSC et des CHSLD a lieu. En 2001, le CLSC Frontenac et le CHRA nomment le même directeur général en la personne de Normand Baker. En 2004, le CLSC est ainsi officiellement intégré au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la région de Thetford, aujourd'hui fusionné au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches.



CLSC DISRAELI

Sur le plan matériel, en plus d'intervenir à domicile, dans les écoles et au travail, les services du CLSC Frontenac sont dispensés à partir de différentes installations réparties sur le territoire. La première est localisée à Disraeli en 1981.

Relocalisée au milieu des années 1980 sur la rue Champlain, le CLSC intègre en 2003 les locaux du Centre d'hébergement René-Lavoie qui bénéficie d'un projet de rénovation et d'agrandissement majeur.

Le second point de services du CLSC Frontenac est aménagé en 1982 sur la 10^e Avenue Nord à East Broughton, dans les locaux devenus vacants par le départ du bureau de poste de l'endroit.

L'ajout de services ainsi que l'arrivée de médecins offrant de la consultation nécessite la prise de possession, en 1985, de locaux plus spacieux, à proximité de la succursale de la Banque Nationale qui avait fermé ses portes.

Des services sont offerts à la population de Thetford Mines dès 1982 dans les locaux du Département de santé communautaire de Beauceville qui se trouvent dans l'ancien marché municipal de la rue Pie XI. Il cède dès l'année suivante la responsabilité du bail au CLSC qui en profite pour procéder à des travaux de réaménagement importants.

Après quelques années d'occupation, les lieux sont vite devenus trop exigus pour répondre à l'accroissement des services. Des pourparlers avec les autorités de la Ville de Thetford Mines mènent à la location de l'ancien Collège La Salle, vacant depuis quelques années. Des travaux de réfection majeure y sont réalisés pour ainsi permettre le déménagement du personnel en 1988. Le centre administratif y est relocalisé par la même occasion.

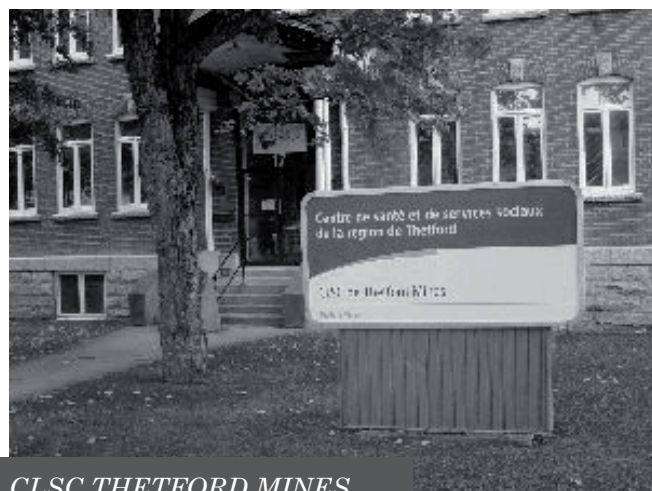
C'est en 1984 que le dernier point de services est constitué à Saint-Méthode, à la suite du transfert d'une partie des activités du CLSC La Guadeloupe. Situé à l'origine à proximité du bureau municipal d'Adstock, il intègre, en 1992, les locaux du Centre d'hébergement Valin qui subit des travaux de réaménagement majeurs.

Avec ses quatre installations, le CLSC collabore donc avec tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux. Des médecins, des travailleurs sociaux, des psychologues, des éducateurs et des infirmières sont au nombre des professionnels qui œuvrent dans les différentes installations tout en dispensant des services dans les écoles et sur les lieux de travail.

Le CLSC compte aussi sur le soutien d'une Fondation qui vient en aide principalement aux jeunes familles démunies du territoire.



CLSC EAST BROUGHTON



CLSC THETFORD MINES



CLSC ADSTOCK

LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DEVIENT LE CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX



Au 31 mars 2015, le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la région de Thetford dénombre 11 installations, 1 421 employés, 77 médecins, dentistes et pharmaciens actifs, 286 lits en hébergement et 96 lits de soins de courte durée. Son budget d'exploitation est de l'ordre de 110 millions de dollars.

C'est l'employeur le plus important de la région. Fondé officiellement le 5 juillet 2004, le Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford est issu de la fusion du Centre hospitalier de la région de L'Amiante, du CLSC Frontenac et des CHSLD de L'Amiante. Jusqu'en 2015, le directeur général est Martin Lord. Le centre administratif, situé au Pavillon Saint-Joseph (devenu Édifice Donat-Grenier depuis peu), assure

la gestion de l'hôpital, des cinq centres d'hébergement (Saint-Alexandre, Denis-Marcotte, Lac-Noir, Marc-André-Jacques et René-Lavoie) et des quatre CLSC (Adstock, Disraeli, East Broughton et Thetford Mines).

Enfin, pour mener à bien sa mission, le CSSS de la région de Thetford compte aussi sur l'action de nombreux bénévoles, sur quatre fondations, des partenaires comme les Centres jeunesse et les Centres de réadaptation mais aussi sur des services de santé et de services sociaux très diversifiés et offerts sur tout le territoire de la MRC des Appalaches : cliniques médicales, pharmacies, entreprises d'économie sociale, organismes communautaires, ressources privées d'hébergement, ressources intermédiaires et ressources de type familial.

Une réforme gouvernementale amène la fusion des établissements de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches. Ainsi, le premier avril 2015 naît le Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches.

UN PHILANTHROPE ET SURTOUT UN HOMME DE CŒUR

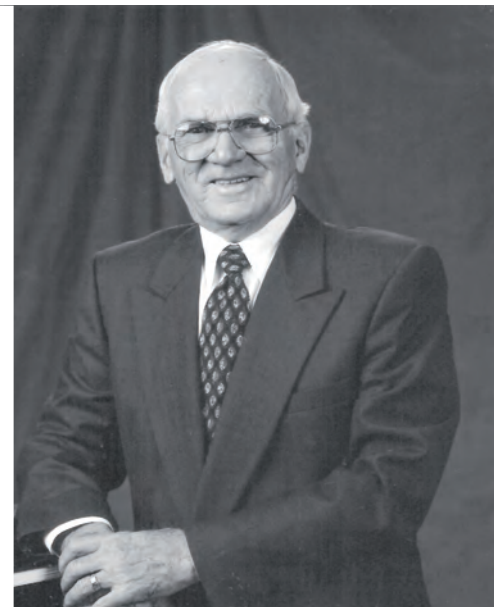
Né le 8 juin 1927, Donat Grenier, fils d'Alphonse Grenier et de Léonie Laflamme, est le huitième d'une famille de onze enfants. Le 26 août 1949, il épouse Marthe Dussault à l'Église Saint-Alphonse de Thetford Mines.

Monsieur Grenier a développé le sens des affaires dès son jeune âge. Après des études primaires et secondaires à l'Académie Saint-Maurice de Thetford Mines, il obtient son diplôme comme boucher. En 1949, monsieur Grenier et ses frères Raoul, Paul-Émile et Hervé décident de fonder leur propre épicerie. Elle voit le jour en 1950 au quartier Mitchell. De 1949 à 1973, ils ont à leur actif six magasins à Thetford Mines sous la bannière de Grenier et frères. Par la suite, ils fondent, en 1973, la compagnie Aligro, grossiste en alimentation, qui fut vendue en 1986 à la compagnie Steinberg.

Âgé de 58 ans, monsieur Grenier prend officiellement sa retraite du monde des affaires. Mais avec son épouse Marthe, qui l'a toujours secondé dans sa carrière, il s'implique activement dans différentes causes pour la région dont celles-ci, qui se révèlent les plus importantes : les personnes âgées, les personnes handicapées, la jeunesse et, bien sûr, la santé. Sa plus grande fierté est son implication auprès de la Fondation de l'hôpital de la région de Thetford qui permet, entre autres, l'achat d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au coût de plus de 4 millions de dollars.

En 2005, le journal *La Tribune* considère Donat Grenier parmi les 20 Québécois les plus influents du Centre-du-Québec et on le qualifie comme étant un homme de cœur dans sa région. Il laisse toute une communauté dans le deuil lors de son décès survenu le 27 juin 2014. Le conseil d'administration du CSSS de la région de Thetford a décidé de renommer le Pavillon Saint-Joseph en son nom pour souligner sa participation exceptionnelle à l'amélioration des soins et des services de santé et de services sociaux dans la région de Thetford.

Source : Le Bercaïl, Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford, automne 2010, volume 19, no 3



QUELQUES DATES MARQUANTES !

- 1910 : inauguration de l'Hôpital Saint-Joseph
- 1918 : ouverture d'un hôpital temporaire durant l'épidémie de grippe espagnole
- 1921 : fondation de l'École maternelle
- 1922 : achat du premier rayon X
- 1923 : fondation de la Ligue antituberculeuse et de puériculture
- 1926 : création de l'Unité sanitaire du comté
- 1929 : construction d'un nouvel hôpital (terminé en 1930)
- 1937 : bénédiction de la statue de Saint-Joseph sur le frontispice
- 1945 : érection du mur du parterre de l'hôpital
- 1950 : achat d'un électrocardiogramme
- 1951 : ouverture de l'École des Garde-malades auxiliaires
- 1954 : ouverture des Services de chirurgie, d'anatomo-pathologie, du laboratoire, de radiologie, d'anesthésie et de réanimation et ouverture du Foyer Valin
- 1955 : ouverture du Service d'oto-rhino-laryngologie
- 1957 : début des pourparlers pour la construction d'un nouvel hôpital
- 1958 : fondation de l'Hôpital Sainte-Marie
- 1959 : ouverture du Département de pédiatrie
- 1963 : nomination du premier conseil d'administration
- 1967 : ouverture du Foyer Sacré-Cœur-de-Jésus et du Centre d'Accueil de Thetford
- 1968 : construction d'un nouveau complexe hospitalier, embauche du premier pharmacien laïc et ouverture du Foyer du Lac Noir
- 1967 : ouverture de la Villa Lavoie
- 1971 : inauguration du nouvel édifice, vente de l'Hôpital Saint-Joseph, transfert des premiers patients, transfert des employés de l'Hôpital Sainte-Marie
- 1974 : ouverture de la Boutique du Cadeau
- 1977 : les hommes sont admis à l'accouchement
- 1980 : fondation du CLSC Frontenac
- 1985 : création de la Fondation de l'hôpital de la région de Thetford
- 1986 : amélioration de la clinique externe et de l'Urgence après 4 ans d'attente
- 1987 : manifestation pour conserver le Service de buanderie à l'interne
- 1988 : nouvelle dénomination pour Centre Hospitalier de la région de L'Amiante, acquisition d'une unité de médecine nucléaire, premier bébé éprouvette et relocalisation du centre administratif du CLSC à Thetford Mines
- 1989 : acquisition du tomodensitomètre (TACO)
- 1991 : acquisition de l'équipement en Ophtalmologie
- 1995 : travaux majeurs dans l'aile abritant l'Urgence et les cliniques externes et création d'un Centre intégré de ressources alternatives (CIRA)
- 1996 : regroupement des cinq centres d'accueil en CHSLD
- 1999 : regroupement administratif CHSLD et CLSC
- 2001 : nomination d'un même directeur pour CHRA/CLSC
- 2004 : regroupement du CHRA, du CLSC et des CHSLD (CSSS de la région de Thetford) et aménagement des chambres de soins palliatifs
- 2005 : début de la démarche du projet clinique
- 2006 : construction du nouveau Centre d'hébergement Saint-Alexandre (terminé en 2007) et adoption du plan d'organisation
- 2010 : inauguration de l'auditorium de l'hôpital et de la cafétéria complètement rénovée
- 2011 : obtention de l'agrément sans condition
- 2012 : acquisition d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique
- 2014 : travaux au revêtement extérieur de l'hôpital
- 2015 : obtention de l'agrément sans condition avec un taux de conformité de 96,7 % relativement à la qualité et à la sécurité des soins et des services
- 2015 : inauguration de l'Édifice Donat-Grenier

Références bibliographiques :

- ADAMS, Cléophas. Thetford Mines historique et biographies, Le Mégantic, Thetford Mines, 1929, 310 pages.
- Archives historiques du CSSSRT, Cahier de l'hôpital 1915-1965, juin 1991.
- Archives de la direction générale du CSSSRT et données consultées sur le site du CSSSRT, www.centresantethetford.ca
- Centre d'archives de la région de Thetford, P18, Collection Galerie de nos ancêtres de l'or blanc, 1879-1987.
- Centre d'archives de la région de Thetford, P82, Fonds syndicat du CSSS région de Thetford (CSN), 1959-1994.
- Centre d'archives de la région de Thetford, P237, Fonds Jean-Charles Poulin, 1910-2006.
- Collectif d'auteurs. Thetford Mines à ciel ouvert : histoire d'une ville minière, 1994, Thetford Mines, 596 pages.
- Données consultées sur le site du CSSSRT, www.centresantethetford.ca et sur le site de l'APES, www.apes.org
- FECTEAU, Nelson. La cité de l'or blanc, éditeur Jean-Charles Poulin, Thetford Mines, 1975, 550 pages.
- GOULET, Denis, LEMIRE, Gilles et GAUVREAU, Denis. «Des bureaux d'hygiène municipaux aux unités sanitaires. Le Conseil d'hygiène de la province de Québec et la structuration d'un système de santé publique, 1886-1926», Revue d'histoire de l'Amérique française, volume 49, numéro 4, 1996, pp. 491-520.
- GUÉRARD, François, La prise en charge étatique de l'hygiène publique et des services curatifs : deux parcours distincts, Québec, CIEQ (coll. «Les chantiers de l'Atlas historique du Québec : L'État au Québec», 2013, 18 pages.
- PROVENCHER, Jean. «La vaccination contre la variole fait son chemin», Les quatre saisons, article publié le 20 septembre 2011, <http://jeanprovencher.com/>
- «Bilan du siècle», Une base intégrée d'information sur le Québec, Faculté Des lettres et des sciences humaines, Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/>
- «La grippe espagnole», revue Le Bercail, Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford, mai 1996, volume 4, numéro 4, 56 pages.

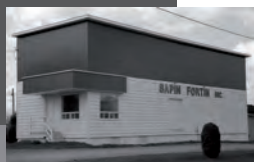
CHRONIQUE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE À L'ORIGINE DU COMPOSÉ SAPIN FORTIN ET DE SON FONDATEUR

Qui n'a pas déjà été consommé le Composé Sapin Fortin pour soulager une vilaine toux. Fort connu dans son emballage de carton vert, l'étiquette et le contenant ont été modifiés au goût du jour mais la compagnie opère toujours depuis plus de 100 ans. Mais c'est à Robertsonville que tout a commencé.

Le créateur de cet élixir est Charles Fortin, né le 24 octobre 1877 à Saint-Victor-de-Beauce, fils de Joseph Fortin et Célair Doyon. Après avoir demeuré à Saint-Benoît-Labre, à Saint-Méthode-d'Adstock, il s'installe finalement en 1911 à Robertsonville. Il épousa Céline Rancourt le 5 février 1900 à Saint-Méthode et dix enfants naîtront de leur union. Parmi ceux-ci Charles-Abel, Germain et Léonard prendront la relève de l'entreprise qu'il fondera. On raconte que son remède, issu d'une vieille recette reçue d'un amérindien, a permis d'éviter de faire des ravages dans le village pendant l'épidémie de grippe espagnole.

Les Amérindiens ont rapidement initié les colons aux multiples usages qu'ils faisaient de la gomme de sapin qui est devenue un article essentiel de la médecine populaire : remède contre la grippe, le scorbut, les coupures et les brûlures. Sous le Régime français, la récolte de la gomme de sapin se transforme en une activité dont les coureurs des bois et les trappeurs ont su tirer un revenu d'appoint saisonnier.

*La manufacture
à différentes époques,
Centre d'archives de
la région de Thetford*



Homme d'affaires, Charles, qui a pratiqué le métier de ferblantier-soudeur en plus d'être restaurateur, ne pouvait plus exercer à cause de son état de santé. Il devient marchand-général en ouvrant un magasin sur la rue Saint-Georges à Robertsonville. Il n'avait aucune parenté avec le docteur J. E. Fortin, qui était aussi très connu dans la communauté. Industriel prospère, commerçant de bois et d'animaux, il a même exploité vers 1930 une mine de pierre à savon, pierre très utile pour les fourneaux et qui servait aussi à faire de la poudre de talc et des objets d'art. Dans sa cave, il s'est mis à produire de manière artisanale son sirop breveté sous le nom de Composé Sapin Fortin et le vendait à son magasin. Pour l'embouteillage, il pouvait engager jusqu'à cinq personnes.

En 1936, il bâtit une manufacture, toujours sur la rue Saint-Georges. Son entreprise qui prit de l'essor employait neuf personnes. Le composé était fabriqué le printemps et l'automne et était vendu en sillonnant les villages en automobile. Les commerçants payaient 9,00 \$ la douzaine de grosses bouteilles qu'ils revendaient 3,00 \$ l'unité. Les bûcherons faisaient grande provision de sirop avant de gagner les chantiers. Le Composé Sapin Fortin était exporté dans toutes les provinces canadiennes. Dans les années 1967-1968, la production atteignait même 200 000 bouteilles par année.

Charles Fortin a aussi été impliqué dans la vie communautaire de Robertsonville. Élu conseiller municipal en 1920 et 1921, il accède à la fonction de maire en 1929 et 1930 et est réélu conseiller de 1943 à 1945. Il est également marguillier de la paroisse Immaculée-Conception de 1934 à 1936. Aussi reconnu pour sa grande générosité, il a fait instruire plusieurs garçons, fait beaucoup de crédit à son magasin et a aidé plusieurs personnes dans le besoin tout en contribuant largement aux œuvres de la paroisse. Charles meurt subitement à l'âge de 68 ans le 4 octobre 1946 causant tout un émoi dans la population. On lui rendit un vibrant hommage, digne de son immense contribution à la vie communautaire et à la prospérité de Robertsonville.

Ses fils continuèrent d'opérer l'entreprise mais lorsque le dernier des frères, Léonard, décéda en 1978, elle ferma ses portes et la succession vendit l'industrie à L. P. Tanguay Ltée. Aujourd'hui, la production Composé Sapin Fortin se fait à Thetford Mines et une équipe de chimistes s'assurent de la qualité des produits. La vente s'exécute par un agent manufacturier dont le bureau est à Laval. De sorte que l'on peut encore trouver les produits (composé, gomme, pastille, onguent, ...) dans toutes les pharmacies et magasins au Québec, dans les Maritimes et dans l'ouest du Canada.



*Charles Fortin (1877-1946)
et son magasin-général vers 1919,
Centre d'archives de la
région de Thetford*



*Le Composé Sapin Fortin est une
préparation à base d'ingrédients naturels
(écorce d'épinette rouge, de pruche et de
frêne ainsi que de gomme de sapin et de
mélasse pure des Barbades) qui contient
certaines propriétés médicinales
avantageuses connues pour soulager de
façon rapide et efficace la toux causée par le
rhume, la grippe, la bronchite, l'asthme, etc.*



CHRONIQUE DU CENTRE D'ARCHIVES

LISTE DES FONDS ET COLLECTIONS LIÉS AU DOMAINE DE LA SANTÉ

P082 - Fonds Syndicat du CSSS de la région de Thetford

(1959 - 1994 - 1,424 m de documents textuels)

Le Syndicat national catholique des services hospitaliers de Thetford Mines est fondé le 2 décembre 1959 et le Secrétariat de la province de Québec en autorise la constitution et les règlements le 16 mars 1960. Par la suite, la constitution est refondue et amendée en 1966, 1983 et 1987. Le syndicat est affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, à la Fédération des affaires sociales et à la Confédération des syndicats nationaux. En 1983, le syndicat formule une requête au Bureau du commissaire général du travail pour changement de nom et prendre celui de Syndicat national des services hospitaliers de Thetford Mines Inc. La juridiction professionnelle du syndicat s'étend, dans un premier temps, aux employés de l'Hôpital Saint-Joseph et s'applique aux salariés du Centre hospitalier de la région de L'Amiante. Les documents ont été déposés en 1995.

Le fonds témoigne des activités du syndicat et reflète son implication auprès de ses membres par la négociation et la conclusion de conventions collectives, par des ententes et conciliations avec l'établissement hospitalier. Le fonds comprend des procès-verbaux, des statuts et règlements, des rapports financiers, des ententes et conventions collectives, des dossiers d'employés, de la correspondance, des listes de membres et des coupures de presse.



*Vue aérienne du chantier du nouvel hôpital,
Centre d'archives de la région de Thetford*

P004,S9,SS2,SSS2,D5 - Fonds Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN),

dossier Hôpital général de la région de L'Amiante (1936 - 1997 - 2,952 m de documents textuels - 1218 photographies - 20 bandes magnétiques)

Le dossier témoigne des circonstances entourant l'ouverture tardive de l'Hôpital général de la région de L'Amiante en 1971 et de la marche effectuée par la population en guise de protestation. Le dossier fait état des préoccupations des syndiqués face aux coupures budgétaires, aux problèmes d'engorgement à l'urgence, à la qualité des soins prodigués aux patients (demande de lits supplémentaires) et au maintien du service de buanderie. Certains dossiers illustrent les poursuites intentées par l'organisme, les subventions reçues pour rénovations, la création de la Fondation de l'hôpital et la demande de la CSN pour étudier les finances. Les documents photographiques montrent deux manifestations qui ont lieu à Thetford Mines en 1987. Les documents sonores illustrent l'opinion des infirmiers et infirmières auxiliaires en ce qui concerne le changement d'allégeance syndicale désirée à l'hôpital. Les documents ont été versés entre 1987 et 1997.

P018,S4,SS7,SSS3 - Fonds Galerie de nos ancêtres, série Santé (1879 - 1989 - 0,522 m de documents textuels et autres documents)

Le dossier révèle les moyens utilisés et les infrastructures disponibles pour améliorer l'hygiène et la santé des gens de Thetford. Certains documents témoignent du métier de sage-femme, de la grippe espagnole, des débuts de l'Unité sanitaire de Thetford et d'une campagne pour contrer la tuberculose. D'autres contiennent des notices biographiques des médecins Eugène Beaudet et Eugène Lacerte et illustrent l'amélioration des conditions d'hygiène pour enrayer la mortalité infantile ainsi qu'une campagne de souscription pour le développement des services et de l'équipement offerts à l'Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines. Les documents photographiques présentent le premier hôpital de Thetford Mines, la construction de l'Hôpital Saint-Joseph, des vues intérieures et des pensionnaires de l'Hospice Sainte-Croix. De plus, ils montrent des patients, des médecins, des infirmières et le Collège LaSalle transformé en hôpital temporaire pendant la grippe espagnole de 1913.



*Journée internationale des
infirmières et infirmiers en 1988,
Centre d'archives
de la région de Thetford*

P010,S8 - Collection régionale, série Santé (1889 - 2004 - 3,08 m de documents textuels et autres)

La série traite de la santé, de la mortalité et des naissances des enfants à Thetford Mines au début des années 1920. Elle témoigne aussi des besoins des personnes handicapées de la région de L'Amiante et du profil socio-démographique de la population. Finalement, la série fait état des besoins du centre de jour régional de L'Amiante et de la fermeture de l'hôpital Saint-Julien située à Saint-Ferdinand.

P237 - Fonds Jean-Charles Poulin (1914 - 2014 - 4584 documents iconographiques et autres)

Le fonds contient essentiellement des photographies prises par Jean-Charles Poulin lors de sa carrière de photographe, mais également de la documentation amassée pour la rédaction de ses deux livres sur l'histoire de Thetford. On y retrouve d'ailleurs quelques coupures de presses sur l'histoire de la santé.

Notre photographie souvenir



Infirmières finissantes de l'École des Gardes-malades à l'intérieur de l'Hôpital Saint-Joseph vers 1960
Source : Archives historiques du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford